

**BRIEFING PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
Le 19 janvier 2022

Texte

- **Guy Karema**, Chargé de Communication MINUSCA
- **Major Zouhair El Kandoussi**, porte-parole intérimaire de la Force
- **Capitaine Sylvie Mazalo Agba**, porte-parole de la Police

**ELEMENTS DE LANGAGE DE LA MINUSCA**

**Justice**

Le 18 janvier, le bureau de la MINUSCA de Paoua a organisé une mission des équipes de communication et de sensibilisation de la Cour Pénale Spéciale (CPS) aux villages de Koundjili et Lemouna, deux lieux de massacre en mai 2019, qui ont coûté la vie à 22 personnes, de nombreux viols et d'autres exactions. Cette mission s'inscrit dans la préparation aux populations de la sous-préfecture de Paoua, qui inclut les familles des victimes, sur la diffusion en direct du procès des auteurs de ce crime et une campagne de sensibilisation multiforme.

Accompagné d'un officier de sécurité de la Cour Pénale Spéciale (CPS), le bureau de la MINUSCA de Paoua a profité de l'occasion pour appuyer les partenaires locales et promouvoir le retour de la justice et la fin de l'impunité – une des tâches de son mandat.

\*\*\*\*\*

**Situation des Droits de l'homme**

Du 11 au 17 janvier, la Division des Droits de l'Homme a documenté 10 incidents, représentant 13 abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant affecté au moins 43 victimes. A ces dernières, s'y ajoutent 9 incidents allégués, représentant 11 violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui auraient affecté 13 victimes.

Bien que le nombre d'incidents et de violations documentés cette semaine reste stable par rapport à la semaine précédente, le nombre de victimes a presque triplé en raison de deux attaques indiscriminées dans les préfectures de la Haute-Kotto et de l'Ouham et ayant fait respectivement 5 morts et 15 blessés, d'une part, et 3 morts et 5 blessés, d'autre part.

La Haute-Kotto, où l'une de ces attaques a eu lieu, est de loin la préfecture la plus affectée avec 5 incidents, recoupant sept violations et ayant fait 31 victimes.

La large majorité des incidents, violations et victimes documentés cette semaine sont attribuables aux acteurs étatiques.

Au cours de la semaine, la Division des Droits de l'Homme a poursuivi son plaidoyer auprès des autorités pénitentiaires du Camp de Roux, où un foyer des cas de Covid-19 a été détecté, afin que les détenus bénéficient des conditions de détention et d'une assistance médicale conformes aux standards internationaux.

Enfin, les 12 et 13 janvier, la Division des Droits de l'Homme, en partenariat avec le Réseau des ONG des droits de l'homme, l'Association des femmes juristes de Centrafrique et l'Organisation des femmes centrafricaines, a également organisé une session de renforcement des capacités de 15

membres du Forum local des droits de l'homme de Bouar. Les participants ont notamment suivi des présentations spécifiques sur les violences sexuelles liées au conflit, et les discours d'incitation à la haine. A l'issue de l'activité, ils ont également décidé de créer un réseau d'alerte précoce, afin de surveiller la situation des droits de l'homme et collecter des informations sur les violations qui auraient lieu dans la sous-préfecture de Baboua.

\*\*\*\*\*

## **Affaires civiles**

### **1. Protection des civils**

Dans le cadre des activités de protection des civils menées par la Section des Affaires Civiles pour la réduction des conflits liés à la transhumance, le 13 janvier, le **Bureau des Affaires civiles de Bossangoa** a appuyé le chef de secteur de l'élevage et les comités locaux de transhumance dans le démarrage des activités de sensibilisation dans la localité de Bogbazi, située à 11 km de Batangafo, sur l'axe Ouandago. Cette sensibilisation a réuni 52 participants principalement des éleveurs peuls transhumants, des chefs de camp, la population locale ainsi que des représentants de la commune de Ouassi.

Selon les participants, le respect des couloirs de transhumance et du code de bonne conduite adopté lors d'un atelier tenu à Kabo en mars 2021 serait la clé pour prévenir la plupart des conflits.

De plus, le 12 janvier, le **Bureau des Affaires civiles de Bambari**, conjointement avec la FAO, a organisé une réunion du groupe de travail sur la transhumance, en présence de tous les partenaires. Le groupe a examiné les activités de médiation et de sensibilisation initiées par le comité de gestion des conflits ainsi que la mise à jour du plan d'action annuel.

Le groupe de travail mettra à jour la cartographie des couloirs de transhumance pour les préfectures de la Ouaka et de la Basse Kotto, étant donné que les éleveurs utilisent désormais de nouveaux couloirs en dehors

des couloirs traditionnels, où sont stationnés les éléments UPC et anti-Balaka. De plus, la section des Affaires civiles a proposé d'organiser des activités de sensibilisation avec le groupe de travail dans les villes de Boyo, Tagbara et Maloum où il existe un risque de représailles et de vol de bétail.

Par ailleurs, le **Bureau des affaires civiles de Bria** poursuit ses activités d'appui à l'opérationnalisation des services municipaux et sous préfectoraux de la Haute-Kotto. Deux sessions ont été organisées pour le conseil municipal de Daba Nydou et le Comité technique sous préfectoral de Bria au cours de la semaine passée. Ces sessions ont permis aux participants de passer en revue l'état de fonctionnement de leurs collectivités et de dégager des perspectives d'amélioration au regard des défis identifiées.

De même, en coordination avec les autorités judiciaires de la Haute Kotto, la section Justice et Correction et le Bureau électoral régional, la section des affaires civiles de Bria a poursuivi la mise en œuvre du projet d'appui à l'établissement des actes de naissance aux enfants en âge scolaire de la sous-préfecture de Bria.

C'est dans cette optique qu'un atelier de formation des Conseillers municipaux et des Officiers d'Etat civil a été organisé au profit de 22 participants dont 7 femmes, sur la transcription des jugements supplétifs et la reconstitution des certificats de naissance.

## **2. Projets a impact rapide**

Le 13 janvier, la section des Affaires civiles de la MINUSCA de Bouar a officiellement remis un ouvrage issu d'un projet a impact rapide. Il s'agit de la "Construction et équipement d'un bâtiment de quatre classes au lycée de Bossembele". Les quatre classes sont équipées de 150 bancs. La cérémonie a été présidée par le sous-préfet en présence des autorités locales, du personnel enseignant et administratif du lycée, de l'association des parents d'élèves et de la communauté locale. Ce projet a impact rapide facilitera l'inscription d'un plus grand nombre d'étudiants et améliorera les conditions de travail et des études.

\*\*\*\*\*

## **Projet de réduction de la violence communautaire (CVR)**

Dans le cadre du projet de réduction de la violence communautaire (CVR), la section DDR de la MINUSCA de Bouar a organisé, le jeudi 13 janvier, à Bawi, une session de dialogue communautaire entre les forces de sécurité intérieure et les communautés, sous la présidence du sous-préfet de Baoro. Ce dialogue a rassemblé 30 participants dont 7 femmes composés de représentants de la police, de la gendarmerie et des leaders communautaires des localités de Bawi, Baoro et ses environs. Ce dialogue communautaire a servi de cadre d'échanges aux participants pour s'informer sur les rôles et responsabilités de la police et de la gendarmerie dans l'amélioration de l'environnement sécuritaire. Les discussions ont également porté sur l'appui que les communautés peuvent apporter aux forces de sécurité intérieure dans la conduite des missions de sécurisation dans ces localités.

D'autre part, à Ndele, dans le cadre du projet de réduction de la violence communautaire (CVR), 24 formateurs, dont 08 femmes de Ndele, Djammasinda, Lemena et M'Mbollo-Kpata ont pris part à une session de formation pour les formateurs pendant deux jours, du 12 au 13 janvier 2022. La session avait pour objectif d'améliorer leur compréhension sur le concept des projets de réduction de la violence communautaire (CVR) et également leur rôle dans la mise en œuvre du projet.

Enfin, à Bria, l'équipe intégrée DDR/UNOPS a effectué un déplacement de suivi des activités communautaires dans les localités de KOLAGA, PK 10 et Agbaba, PK 12 au sud de Bria. Cette activité de suivi concerne les projets de 4 points d'eau communautaires en cours dans ces villages. L'équipe a rappelé aux membres de chaque communauté que ces sites d'eau potable sont un facteur de cohésion sociale, et a souhaité qu'ils gardent

l'environnement propre et éloigné des dépôts d'ordures et endroits ludiques des enfants.

D'autre part, les phases opérationnelles de différents projets CVR continuent d'être menées par les bénéficiaires. Dans le quartier Bornou de la ville de Bria, l'atelier de soudure de l'équipe BELLO de CVR1 fonctionne normalement. Comme résultats de son activité : « plus de 25 personnes dont 6 femmes de différents projets CVR ont été formées. Plusieurs œuvres ont été réalisées. C'est par exemple la fabrication de petits moulins pour la transformation des graines en patte d'arachide qui dessert le quartier de Bornou et favorise la réduction des charges de travail surtout aux femmes dans les ménages ».

\*\*\*\*\*

### **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire centrafricain demeure relativement calme mais imprévisible. Cette semaine à **Bangui**, la situation sécuritaire est restée calme même si la criminalité continue d'être une préoccupation sérieuse dans la ville.

**Dans la région Ouest**, les 3R continuent les affrontements avec les forces de sécurité. A ce titre, il y a eu des attaques dans la région de PANDE où il y a eu 15 blessés. Aussi, le 3R est accusé pour le viol de femmes locales et de brûler des huttes et voler des bœufs des agriculteurs. Les éléments armés dans le secteur Ouest continuent de se concentrer sur des intérêts économiques.

**Dans la région Centre**, La situation sécuritaire dans le secteur centre a été relativement calme cette semaine ; cependant, des éléments XSLK et autres non identifiés continuent de briller par leur présence autour de MBERES. A ce jour leur présence n'a pas été attribuée à aucun groupe armé. Mais leurs activités principales sont des exactions et les menaces d'attaquer la population civile de MBERES. Dans la zone de responsabilités de la Task Force Bambari les membres de l'UPC continuent de demander le désarmement. Dans la même ville de Bambari une action de dominer la région est en cours d'action notamment celle reliant l'axe Bambari et Alindao.

A cet effet, l'objectif principal de cette domination est de sécuriser la population civile, protéger les civils et réduire l'influence des groupes armés.

La force souligne que rien ne pourra arrêter sa détermination à toujours œuvrer à la protection des civils. Et que les populations de BOYO ont remercié chaleureusement la MINUSCA d'avoir libéré la ville des groupes armés. Enfin, l'activité de Bambari s'inscrit dans le cadre d'augmenter le nombre d'éléments armés désireux de rejoindre le DDR.

La situation sécuritaire dans la **partie Est** est restée relativement stable. Les forces armées continuent à rechercher des éléments armés ou leurs conspirateurs à BRIA. Pendant ce temps, les combattants de NZAKO ont probablement commencé à recruter des jeunes de la région pour les intégrer à leur groupe.

La MINUSCA continue inlassablement à œuvrer pour ramener la paix et la stabilité en République centrafricaine et que les réfractaires de crimes de guerre seront traduits devant les juridictions compétentes.

## **ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

**Dans la région Est**, l'officier de la coopération civilo-militaire CIMIC et l'Equipe d'Engagement Féminine FET du bataillon Zambien ont fait une interaction et une assistance au profit de la population locale dans le village de KAFAO et BACHAMA dans le cadre d'un programme d'échange culturel avec les femmes locales dans le domaine de la cuisine.

Aussi, le BAT Rwandais a mis en place un Projet a Impact Rapide QIP pour construire une salle de conférence à Bria et que la progression des travaux est en cours.

Concernant le Bataillon Marocain MORBAT a Bria, il a mené une séance de sensibilisation et des consultations médicales ont été effectuées au profit de la population locale. Cet officier CIMIC a également conduit une séance de sensibilisation sur le rôle des femmes dans le développement socio-économique.

**La région Centre** notamment le chef de Bataillon Pakistanais qui a visité le village de BOUCA ou il a distribué des ballons de football pour les enfants.

Dans le village de FERE 4 ET FERE 10 le BURBATT à mener une action de distribution d'eau au profit de la population locale.

Les médecins spécialistes du Bataillon médical Bangladais du niveau 2 a diagnostiqué 12 patients locaux gravement malade et leur ont attribués les médicaments et les traitement nécessaires.

Dans la ville de BAMBARI le bataillon Népalais faisant partie intégrante de la Mission de Conjointe de Dominance de la région de BAMBARI une section comprenant 18 femmes militaires conduite par les l'Equipe d'Engagement Féminine afin de mener des activités CIMIC et médicales en coordination avec les responsables des patrouilles robustes.

**La région Ouest** à son tour, a connu une série d'activités notamment dans le transfert de compétence de couture pour les jeunes femmes grâce au Bataillon Bangladais. Dans le même sillage, à Bouar il a eu une formation sur l'emploi de l'outil informatique pour un total 13 élèves. Le même bataillon bangladais à préparer un check point pour les FACA à l'entrée de la ville de MANN. Enfin, a BOCARANGA les unités COB à préparer le poste de police des FACA.

### **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le 13 janvier, a eu lieu la remise officielle du bâtiment de l'Unité Spéciale Anti-Fraude (USAF) de Gamboula dans la préfecture de Mambere-Kadei. Il s'est agi de la construction, de l'équipement en matériel informatique, mobiliers et fournitures de bureaux et de l'installation d'un système d'électrification par panneaux solaires. Cette infrastructure a été financée par la Police MINUSCA dans le but de rendre opérationnel cette unité.

Dans le cadre de la colocation stratégique, le Coordonnateur UNPOL du Pilier développement a rencontré le 12 janvier dernier, le Directeur Général de la Police centrafricaine (DGPC). Leurs discussions ont porté sur les différents projets réalisés et ceux en cours au profit de la Police centrafricaine, particulièrement dans le domaine du renforcement des effectifs et des équipements de certains commissariats.

Il a également été question de la remise prochaine du Commissariat de Police de Mongoumba dans la préfecture de la Lobaye et de l'organisation de la sélection et de la formation des Officiers de Police Judiciaire. A cette occasion, le DG de la Police centrafricaine a salué l'évolution des travaux de réhabilitation du Commissariat de Police de Boali.

UNPOL a participé du 12 au 14 janvier à Bangui, à un atelier de rédaction du projet quinquennal de la nouvelle Politique Nationale de Sécurité organisé conjointement avec la Coordination Nationale de la Réforme du Secteur de Sécurité et la MINUSCA.

Les travaux dudit atelier ont permis de finaliser le document relatif à la nouvelle Politique nationale de sécurité qui comprend notamment l'état des lieux à travers l'environnement stratégique de la RCA, la vision de la sécurité en RCA ainsi que les orientations stratégiques avec un accent sur les priorités de la réforme.

Le chef du pilier développement UNPOL et ses collaborateurs de l'unité de gestion des projets ont rencontré le même jour, 12 ONG, partenaires d'exécution des projets réalisés par la Police MINUSCA au profit des FSI. A cette occasion, UNPOL a rappelé aux partenaires, l'impératif devoir de réaliser les ouvrages de qualité respectant la dignité humaine. C'est à dire des exigences notamment de la qualité des travaux, des mobiliers et équipements à livrer et le respect des délais contractuels.

Deux autres rencontres ont eu lieu le 13 janvier entre UNPOL/FSI et les partenaires techniques et financiers relative au processus du test de sélection et de formation des OPJ de la Police centrafricaine. Ces rencontres tenues à l'Ecole Nationale de Police d'une part et à la direction générale de la Gendarmerie d'autre part, ont connu la participation des membres du comité d'organisation de la sélection et de la formation des Officiers de

Police Judiciaire, du représentant de la mission de conseil de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM) et des points focaux du PNUD.

L'ordre du jour a porté sur les avancées du processus, les contributions des partenaires et la projection des activités futures.

### **APPUI OPERATIONNEL**

Le 14 janvier, une équipe conjointe UNPOL/FSI a appuyé la section des affaires judiciaires et celle des Droits de l'Homme, pour le transfèrement par vol UN de sept détenus dont deux femmes de la maison d'arrêt de Paoua pour celle de Bouar sur demande du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paoua. Le transfèrement s'est déroulé sous la couverture sécuritaire de la première Unité de Police Constituée du Cameroun basée à Bouar.

Deux autres personnes précédemment gardées à vue à la brigade de Gendarmerie de Ndélé ont été transféré le 11 janvier à Bangui par vol UN.

A Paoua, UNPOL a sécurisé le 15 janvier, une opération de remise de dons aux détenus de la maison d'arrêt et de correction de la localité, organisée par une ONG internationale en collaboration avec le bureau de la MINUSCA.

Dans la Ouaka, l'Unité de Police Constituée du Congo Brazza a Sécurisé le même jour, une distribution de vivres au profit des populations du village Seko à 5 Km de Tagbara organisée par une ONG internationale.

En région et à Bangui, les équipes UNPOL des colocations, les FSI et la JTFB intensifient leurs patrouilles conjointes, diurnes et nocturnes, sur les différents artères et carrefours stratégiques.

Dans le cadre du suivi de fonctionnement des unités FSI, une équipe UNPOL du pilier développement a effectué une visite d'évaluation à la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Bimbo. L'évaluation a porté sur l'état du matériel, la logistique, les infrastructures et la consolidation des données des effectifs.

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, UNPOL continue les séances de sensibilisation au profit des FSI et de la population civile centrafricaine. Elles portent sur le respect des mesures barrières édictées par le Gouvernement centrafricain et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

C'est ainsi que le 13 janvier, des séances de sensibilisations ont été effectuées à Bossangoa au profit des FSI et FACA. Le même jour, elles étaient orientées vers les jeunes, des quartiers de Fatima et Gbaloko 1 de Bangui et enfin au profit des habitants du quartier Oubi 1 de Kaga-Bandoro, ainsi que dans d'autres localité à Bria, Bangassou, Birao et Obo.

**FIN**

© SCPI 2022